



cerises

la coopérative

Humeur de Cerises

Il y a eu du retard dans la prise de décision s'agissant du confinement

Il y a eu du retard dans la prise de décision s'agissant du confinement

Il y a eu du retard dans la prise de décision s'agissant du confinement

Il y a eu du retard dans la prise de décision s'agissant du confinement

Il y a eu du retard dans la prise de décision s'agissant du confinement

Il y a eu du retard dans la prise de décision s'agissant du confinement

Il y a eu du retard dans la prise de décision s'agissant du confinement

Il y a eu du retard ...

Pour certains « néo ruraux » qui préfèrent se confiner à la campagne.

Le chant du coq n'est plus dérangeant. Le purin du fumier n'est plus insupportable.

[Pour dévoiler l'envers de la pandémie, Syllepse met à notre disposition gratuitement ce recueil téléchargeable](#)



[sur www.syllepse.net](http://www.syllepse.net)

Agenda militant

[La réunion du 4 avril est reportée à une date ultérieure.](#)

Sauver l'économie ?

Manque de moyens pour la santé, mise en danger de salarié-e-s pour faire "tourner" l'économie : cette crise tragique prouve que notre monde ne peut plus être dirigé par le profit. Il aura fallu cette pandémie pour observer l'évidence : une baisse de la production a des effets bénéfiques pour le climat. Cela nous angoisse pour nos emplois. Mais avons-nous besoin de toute cette production ? Moins de production, c'est moins de travail, plus de temps pour soi et pour les autres. Cela ne pourrait-il pas être une bonne nouvelle ?

Une phrase revient de tout côté : rien ne sera plus comme avant ! Et si demain, nous refusons de reprendre le cours "normal" de nos vies ? Un travail, quand on a la « chance d'en avoir », souvent mal payé et précaire pour des consommations de piètre qualité qui bousillent notre planète. Un travail dans lequel on doit obéir à des ordres qu'on ne comprend pas ou pire, qu'on réprouve.

Partout le mot d'ordre est lancé par nos dirigeants : « sauver les entreprises pour sauver les emplois ! » Amusant que jamais on ne questionne ce qu'est l'entreprise : le collectif de travailleur-se-s qui réalise la production ou les actionnaires qui pendant des années ont pompé des dividendes et faillissent aujourd'hui à leurs obligations de nous payer ? Et voilà que l'État, c'est-à-dire l'argent public, devrait se substituer à eux pour assurer les payes ? Assurer les payes, oui. Laisser en place les actionnaires, non ! C'est l'économie réelle qu'il faut sauver, celle des artisans, des Scop et des salarié-e-s à qui la direction de l'entreprise doit revenir après la faillite des actionnaires.

À l'issue de cette crise, nous devrions logiquement être maîtres de nos entreprises, de l'économie. Nous devrions pouvoir enfin décider de ce que nous allons produire, avoir la possibilité de moins produire pour plus de temps libre et sauver ce qui est essentiel à notre humanité : le climat, la biodiversité et les écosystèmes. Rien ne doit plus être comme avant.

Un gigantesque hold-up se prépare au nom d'une prétendue sauvegarde de l'économie : l'argent public va maintenir en place les actionnaires. Alors que nous sommes face à une bifurcation majeure – relancer cette économie qui nous mène au désastre ou la démocratiser pour qu'elle serve nos aspirations – une grande partie de la gauche et de l'écologie politique accepte ce « sauvetage de l'économie » pour demander, poliment, un impossible capitalisme à visage humain. À l'opposé, nous devons nous rassembler politiquement, refuser le hold-up du siècle en imposant une démocratie totale du local au global. ●

Benoît Borrīts



Laurent Eyraud-Chaume



Le Code du travail soluble dans l'urgence sanitaire ?

C'est ce qu'a obtenu, partiellement mais sur des sujets nombreux et importants, le patronat. Des organisations syndicales, par leurs informations et leurs permanences (téléphoniques dans la période) informent largement du détail des mesures réactionnaires prévues par les lois, décrets et arrêtés de « l'urgence sanitaire » ; nous ne les reprenons pas ici, si ce n'est pour dire qu'elles portent sur l'imposition de congés et de jours RTT, la durée hebdomadaire du travail (60h), le repos journalier (9h), le nombre de jours de travail consécutifs (7), ... La bourgeoisie ne loupe aucune occasion. C'est la guerre sociale qui les motive, pas « la guerre contre le virus », réservée aux sorties médiatiques de Macron. Et encore, nous parlons là de la loi, celle que n'appliquent pas tous les patrons qui licencient, sanctionnent, fixent le temps de travail et le salaire, en fonction de leur seul bon vouloir ; faute de contre-pouvoir syndical. Ceux qui sont responsables, certes pas de l'existence du virus mais bien de la catastrophique lutte contre sa propagation, n'ont aucun état d'âme : leur souci principal demeure leurs profits. Dans la période, cela suppose d'accroître le taux d'exploitation des personnes qui risquent leur vie au travail. Ils tentent aussi de faire en sorte qu'il y en ait bien plus que pour les vrais secteurs essentiels. C'est le fameux « ne sortez pas » mais « allez bosser ! »

Ce n'est pas une spécificité française : à quelques semaines d'écart, ce sont sensiblement les mêmes décisions qui sont prises. Des résistances se font jour ; elles sont trop peu coordonnées sur le plan international, mais tel est l'état du syndicalisme ; on ne le changera pas en quelques jours ... mais il reste urgent de participer à le faire. La question des services publics revient en force : n'est-ce pas le moment d'en redéfinir les contours, au-delà de ce qu'on y mettait en recopiant une liste datant en fait des lendemains de la dernière guerre mondiale ? N'est-ce pas le moment également de dépasser la revendication de « nationalisation » ? Nationaliser, c'est remettre la gestion aux mains des gouvernements et pouvoirs publics ; un gage d'efficacité et de prise en compte des besoins de la population, n'est-ce pas ? Réfléchissons plutôt à la socialisation que nous voulons, en lien avec les aspirations autogestionnaires que nous devons contribuer à faire émerger de l'actuelle colère contre « ceux qui nous dirigent ».

● CHRISTIAN MAHIEUX

Service public de santé. c'est Macron qui le dit...

Macron Le Hardi a osé : « Ce que révèle d'ores et déjà cette pandémie, c'est que la santé gratuite sans condition de revenu, de parcours ou de profession, notre État-providence ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux, des atouts indispensables quand le destin frappe. Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché ». Un réquisitoire imparable contre le modèle néolibéral. Mais Macron affamé d'amour, remet le couvert le 16 mars et met en berne, provisoire, la réforme des retraites ! Manœuvre politicienne, en vue de flouter le discrédit sévère qui pèse sur la conduite gouvernementale de la crise sanitaire ? Ou manœuvre politicienne destinée à éponger le mécontentement populaire à la veille des élections municipales ? Inspiré par François Hollande qui avait fait de la finance son ennemi principal ? Cela fait marquer un point aux anti-libéraux. Ou bien l'antilibéralisme est en train de gagner la bataille et on va voir ce qu'on va voir à la sortie du coronavirus ! Ou alors, l'antilibéralisme ne mange pas de pain, en tout cas moins qu'avant, et le cœur des batailles d'aujourd'hui est en réalité d'ordre démocratique. Le combat n'est pas plus ou moins de néolibéralisme mais celui de la vitale construction de l'appropriation populaire des leviers de l'économie. À la sortie des confinements, on fera le bilan. Viendra alors le festival des chefs d'État enjoignant les populations du monde à « sauver l'économie ». Or les générations, ensemble confinées, font une double expérience : d'une part, à produire moins de non essentiel s'amorce une possible rémission pour la planète et d'autre part, en tout lieu du monde l'ordre capitaliste est incapable de conduire cette transition.

C'est si vrai que le patronat s'en inquiète. Le président délégué du Medef a expliqué à l'AFP : « Il y a eu dans tous les secteurs d'activité, y compris dans ceux très nombreux dont l'exploitation n'est pas interdite par les mesures sanitaires, un changement d'attitude extrêmement brutal des salariés ». Ce qui est brutal pour Patrick Martin c'est que les salariés qui produisent, décident ! Ils introduisent dans l'entreprise un ordre qui n'est pas celui de l'actionnaire.

● CATHERINE DESTOM BOTTIN

« Je n'ai jamais été capable de définir précisément ce que voulait dire le féminisme : je sais seulement qu'on me désigne comme féministe chaque fois que j'exprime des sentiments qui me différencie d'un paillason »
Rebecca West femme de lettre irlandaise.



Un 8 mars combatif et prometteur !

Depuis un siècle et demi des millions de femmes dans le monde se sont mobilisées et se mobilisent pour faire entendre leur voix et exiger l'égalité. Clara Zetkin propose en 1910 à l'internationale socialiste qu'il y ait une journée internationale des femmes et revendique le droit de vote et la fin des discriminations au travail. Les femmes devront attendre 1945 en France pour obtenir le droit de vote, 1965 pour ouvrir un compte en banque sans l'autorisation de leur mari et 1975 pour obtenir le droit à l'IVG. Elles attendent encore pour l'égalité salariale, toutes les études montrent qu'elles gagnent en moyenne 20% de moins que les hommes. Officialisée par les Nations Unies en 1977 la journée internationale des droits des femmes a pris en 2020 une dimension particulière. Depuis 50 ans des avancées sont indéniables mais souvent remises en cause comme le droit à l'avortement. Des forces réactionnaires ou religieuses agissent pour ne pas considérer la femme comme l'égal de l'homme. Aujourd'hui des milliers de femmes disent ouvertement que les comportements de certains hommes ne sont plus acceptables. On a vu fleurir sur les réseaux sociaux « me too » dénonçant les comportements de domination d'artistes ou d'hommes politiques qui se croyaient sur un piédestal. Ce temps-là commence à être révolu. Hervey Weinstein est condamné à 23 ans de prison. Mais Polanski reçoit l'oscar du meilleur film. De « me too » à « nous toutes » les femmes prennent en main leur émancipation.

Pour sortir du patriarcat, elles ont défilé le 8 mars contre les féminicides, contre les violences sexuelles, contre la casse du système de retraite par répartition en chantant « à cause de Macron... » montrant que ce projet de loi allait aggraver leur situation financière. Et ce mouvement d'émancipation s'est généralisé à travers le monde au Chili, en Inde, aux États-Unis et dans plusieurs pays africains. Rappelons qu'il est toujours difficile pour une femme de porter plainte quand elle a subi des violences sexuelles. En 2019, 151 femmes ont été tuées par leur conjoint ou ex ! Le combat des femmes pose les pierres d'un nouvel édifice et concourt à l'émancipation de l'humanité toute entière.

● DANIEL ROME

Urgences sanitaires, sociales et politiques

Cerises se met à l'heure de la pandémie. La crise sanitaire met à nu la responsabilité écrasante du système capitaliste à son stade avancé de néolibéralisme mondialisé : diminution des dépenses de santé, restriction des budgets de recherche, destruction des écosystèmes, mondialisation des échanges à un rythme effréné.

Déjà l'heure de rendre des comptes a sonné. La cacophonie ministérielle décuple les colères populaires. Les menaces et les tentatives de museler la démocratie n'y feront rien. Les tenants de la concurrence libre et non faussée sont dans leurs petits souliers. Plus rien ne sera comme avant, et nous devons préparer dès maintenant le jour d'après.

Les initiatives associatives et citoyennes fleurissent pour organiser tout de suite la solidarité. Les résistances aux injonctions contradictoires s'organisent. Amplifions ce mouvement en l'inscrivant dans une visée alternative.

Ne confinons pas notre pensée.

Les profits ou la vie !



Sylvie Larue



Henri Mermé



Danielle Montel



Josiane Zarka

Une stratégie sanitaire dominée par les critères des marchés financiers

Le retard dans la gestion de l'épidémie est largement reconnu. Les mesures en demi-teinte du gouvernement ne sont pas seulement dues aux conséquences de ses choix économiques mais sont un choix stratégique qui ne cherche pas à protéger les gens mais principalement l'économie au risque d'alourdir considérablement le bilan des morts.

La France doit rattraper dans l'urgence des décennies de coupes budgétaires dans la santé, la recherche et les hôpitaux publics. Entre 2003 et 2018, le nombre de lits est passé de 468.418 à 395.693 ! 18 % de moins, quand la population augmentait de 8 %. Il y a 7000 lits en réanimation seulement sur toute la France. L'Allemagne dispose en proportion du nombre d'habitants de 2 fois plus de lits de soins intensifs que la France. Les personnels étant en nombre insuffisant, se prépare à prendre des décisions dramatiques, à trier les patients au moment du pic épidémique. La pénurie de matériel (gel hydro-alcoolique, masques, blouses, lunettes, charlottes) est la conséquence honteuse de choix drastiques d'économies budgétaires, de délocalisation de production dans des pays au coût moins élevé.

Des décisions sont prises dans l'urgence mais nous sommes en droit de nous interroger sur leurs fondements car

des stratégies différentes ont été mises en œuvre notamment en Allemagne, et en Corée du Sud. La France aurait-elle d'abord fait un choix à la « Boris Johnson » sans le dire ? Lundi 16 mars, l'Allemagne recensait 6012 cas, dont 13 morts (soit 0,2% de mortalité) la Corée du Sud : 8 565 cas, 91 morts (soit 1%). Dans le même temps, la France comptabilisait 6633 cas, dont 148 morts (soit 2,2%), l'Italie comptabilisait 27980 cas pour 2158 morts (soit 7,7%). L'Allemagne et la Corée du Sud ont fait beaucoup de tests très tôt. Cela a permis de repérer les malades et de tracer leurs contacts. Les Sud-Coréens et les Allemands ont pu s'appuyer sur une base industrielle, qui n'a pas délocalisé la production de tests et de masques. La Corée du Sud a ainsi réussi à contenir la propagation du Covid-19 sans fermer ses magasins ni confiner ses villes, le confinement n'étant que le complément de mesures sanitaires.

Les choix de la France

La politique du gouvernement n'est pas centrée sur le sanitaire mais sur le sauvetage des grandes entreprises et sur un recul du droit du travail. Le maintien contraint au travail des salariés y compris dans les secteurs non vitaux de l'économie et les mesures envisagées dans le cadre de l'urgence sanitaire de revenir sur le droit aux congés payés et les 35 h en témoignent. « La guerre » dont

MURIEL PÉNICAUD FUSTIGE LE « DÉFAÏTISME »
D'UN SYNDICAT DU BTP AYANT APPELÉ
À L'ARRÊT DES CHANTIERS



parle Macron ne serait-elle pas mise à profit pour une véritable guerre sociale ? Voie d'abord suivie par la Grande Bretagne au nom de la protection du commerce et des entreprises. Ce pays a annoncé renoncer à garder l'épidémie sous contrôle dès le début par le dépistage systématique et le confinement général de la population. Il a fait le choix de « l'immunité collective » qui suppose d'accepter que 50 à 80 % de la population soit contaminée. Cela revient à accepter la mort de centaines de milliers, de personnes supposées les « plus fragiles ». De nombreux médecins, syndicalistes, politiques s'élèvent contre cette stratégie ainsi que l'OMS qui déclare : « les États ne devaient pas abandonner le dépistage systématique et le traçage des personnes testées positives ».

**Injonctions contradictoires :
Restez confinés ! Allez au boulot !**

Muriel Pénicaud exhorte les salariés et les patrons à poursuivre leur activité au mépris de leur santé même s'il ne s'agit pas de productions essentielles.

Thierry Bodin, cadre de recherches, syndicaliste Cgt Sanofi, témoigne : *Quelle doit être la priorité ? Rester confiné pour enrayer la propagation du virus ou se rendre à son travail si son métier n'est pas télétravaillable ? Dilemme pour des millions de salariés fortement invités à se déplacer et travailler alors même qu'il est refusé au plus grand nombre les équipements permettant d'éviter les contaminations, tels que les masques ou les équipements individuels de protection... indispensables pour éviter les contaminations.*

production restent les mêmes. SANOFI doit sans délai mettre en œuvre un plan qui lui permettra de tenir dans la durée. Aujourd'hui, nous sommes en mesure de gagner un sprint, malheureusement le challenge est de gagner un marathon. Pour cela SANOFI doit réduire ses régimes de production en priorisant son activité pour permettre à un maximum de personnel de production le confinement, afin de conserver une réserve de salarié-e-s saines en mesure de remplacer leurs collègues sur leurs postes de travail en cas de contagion d'une équipe. Il est totalement illusoire de tenter de nous faire croire qu'avec les règles de distanciation sociale, et le lavage des mains nous pouvons limiter les risques de contagion entre opératrice-trices qui travaillent en équipe.

**Les responsabilités de L'État
et de l'industrie pharmaceutique**

La chaîne de décisions qui a conduit L'État à réduire les stocks de masques pour économiser, a mis le système de santé en incapacité de faire face à la situation de crise.

La délocalisation de production de médicaments a mis à mal notre indépendance et notre capacité de production.

Jean-Louis Peyren, poursuit : « En amont des principes actifs, l'industrie pharmaceutique devra aussi relocaliser et ré-internationaliser les produits intermédiaires. La politique du toujours plus de profits se traduit trop souvent par l'exploitation de la misère dans les pays à bas coût social et environnemental. L'indépendance thérapeutique, est fondamentale pour une nation, et puisque tous nos politiques ont l'air de dire qu'il y aura un

Jean-Louis Peyren, technicien en production, coordinateur Cgt Sanofi, nous dit : *Sur les sites de production de médicaments et de vaccins, très peu de modifications dans la charge de travail, que cela soit dans nos laboratoires, magasins, ateliers de production. Les niveaux de*

**Dés maintenant
il est possible de
réquisitionner
des entreprises**

après Covid-19, il ne serait pas idiot de réfléchir aussi à la notion de brevet et donc d'appartenance intellectuelle du médicament. »

Dés maintenant il est possible de réquisitionner des entreprises.

Ainsi l'usine Famar Lyon est aujourd'hui menacée de fermeture. En redressement judiciaire, la décision est pour l'instant suspendue. Cette usine produit la nivaquine, contre le paludisme, piste pour lutter contre la COVID-19. Sur ce site, les salariés et les militants de la Cgt, se sont mis à disposition pour répondre aux besoins sanitaires de milliers de patients en souffrance et ainsi satisfaire les besoins de santé publique. Pas de réponse du gouvernement, alors que cette usine fabrique 12 médicaments d'intérêt thérapeutique majeur.

L'entreprise Luxfer du Puy de Dôme a fermé, (parmi ses actionnaires les fonds de pension dont BlackRock). Après les masques, les gants, les tests etc...les soignants seront-ils privés de bouteilles à oxygène médical. L'État, un des clients de l'entreprise, doit désormais se fournir en Grande-Bretagne, voire en Chine.

Élections municipales

Le 1^{er} tour des élections municipales a bien eu lieu le 15 mars. 55,34% d'abstention, soit 20 points de plus que lors du précédent scrutin similaire, en 2014. Pour un panorama complet de l'intérêt de la population pour ces élections, il faut ajouter les personnes non-inscrites et les bulletins nuls. Bien sûr, n'ont pas participé non plus, les citoyens et citoyennes de nationalité étrangère (hors Union européenne), qui vivent en France, contribuent à la richesse du pays mais n'ont pas le droit de vote.

Durant les jours précédents, le message revenait en boucle, à la télé, à la radio, via les réseaux dits sociaux : « Limitez vos sorties au maximum, évitez les contacts avec d'autres personnes ; c'est dangereux. Mais, allez voter », répétaient ministres et responsables des groupes politiques. Tous les groupes politiques. Les mêmes qui, dès le 15 au soir, annonçaient comme une évidence qu'il n'était pas possible d'envisager le second tour la semaine suivante ! On retiendra des discours gouvernementaux, donc patronaux, que dans cette période, deux sorties immunisaient contre le Covid19 : les élections municipales et le travail. Depuis, ces savants ont limité la prescription au seul travail.

La crise sanitaire était déjà présente dans bien des têtes, et des corps, le 15 mars. Elle explique une partie des abstentions, qu'on peut donc penser ponctuelles. Encore que, parmi celles-ci, il en est qui sont politiques, car motivées par le rejet du double

discours évoqué plus haut. Mais cette non-participation majoritaire aux élections s'inscrit aussi dans une remise en cause du système représentatif créé, imposé et maintenu par et pour la bourgeoisie. L'arrivée dans le champ social des Gilets jaunes a marqué un nouveau et fort moment de recherches d'alternatives. Il y en eut et il y en a bien d'autres.

Dans 30 125 communes il n'y aura pas de second tour ; les maires pouvaient donc être désigné.es par le nouveau conseil municipal dans la foulée. Et bien non, 4 jours après avoir incité à se rendre en masse dans les bureaux de vote, le gouvernement décidait qu'il n'était pas possible de réunir un conseil municipal. L'état d'urgence sanitaire amène des textes de loi autorisant les Conseils d'administration des entreprises à « se réunir » virtuellement, mais pas un conseil municipal ! Le chiffre de 30 125 élections au 1^{er} tour impressionne ?

Certes, cette situation ne concerne pas que des petites communes (en très grande majorité, oui) mais il est bon de rappeler que 71,58% des 34 968 communes françaises ont moins de 1 000 habitant.es ; dit autrement, 15,23% de la population vit dans les 42 villes les plus peuplées, c'est-à-dire dans ... 0,12% des communes. ●



la vie
vaut la
peine
de
ne pas
travailler

<https://formesdesluttes.org/>

Les ex-salariés de Luxfer exigent la nationalisation immédiate de leur site.

En 2018 le groupe multinational Honeywell a fermé son site des Côtes d'Armor qui produisait 20 millions de masques par mois, et détruit des machines ultramodernes. Solidaires demande sa réouverture sous statut d'EPIC.

La juste colère des chercheurs

Les chercheurs dénoncent l'absence de moyens pour étudier le coronavirus. Comme est dénoncée la loi de programmation de la Recherche et la mise en concurrence des projets de recherche alors qu'on a besoin de coopération. Et maintenant on voudrait que les scientifiques répondent tout

de suite à la commande alors que la recherche prend du temps.

Éliane Mandine chercheuse ex Sanofi témoigne : « Depuis l'épidémie de SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère causé par un virus) en 2002-2003, les scientifiques ont donné l'alerte sur l'émergence prochaine de virus pathologiques pour l'homme. Les barrières biologiques qui protégeaient les hommes des contacts de nouveaux pathogènes potentiels ont été rompues par les politiques d'industrialisation effrénée, de déforestation, d'urbanisation croissante. Des équipes de recherche en France et ailleurs dans le monde se sont constituées pour approfondir les connaissances sur ce sujet.

Alors pourquoi vingt ans plus tard, à notre troisième épidémie avec le COVID-19, qui cette fois est une pandémie, sommes-nous aussi démunis, complètement dépourvus de traitements ? Sont-ce les chercheurs les responsables ou les politiques gouvernementales qui n'ont pas jugé bon de financer les équipes impliquées sur le coronavirus ? Quels étaient les critères pour stopper ce travail, quand on sait par ailleurs que les épidémiologistes ont pris soin de communiquer aux autorités institutionnelles les résultats de leurs études, confirmant l'émergence de plusieurs familles de virus. Si les politiques avaient laissé les chercheurs travailler, c'était donner une chance à un traitement prophylactique antiviral de voir le jour, et d'éviter de confiner pour longtemps toute la population. Qui subira la double peine des dégâts sanitaires du COVID-19 et les effets néfastes de la crise économique et sociale consécutive au confinement ?

Ce sont des choix stratégiques d'ordre financier qui font qu'aujourd'hui nous en sommes à recycler un ancien antipaludéen, qui ne coûte rien à produire et peut rapporter gros à commercialiser, en traitement miracle. Et on peut parier qu'on est prêt à engranger tous les bénéfices sans se soucier de les investir dans de nouvelles recherches pour se prémunir contre les prochaines pathologies infectieuses. Pour que les émergences virales de demain soient mieux anticipées, ne laissons pas l'organisation de la recherche aux gouvernants, qui la soumettent aux intérêts privés, pour une efficacité médiocre. Ce sont les acteurs scientifiques qui doivent la piloter en lien avec les patients, les citoyens, les besoins, au profit de la santé humaine. Il est temps de dire stop à la loi du marché !

Soutien à la Recherche publique : de la poudre aux yeux !

Macron annonce un plan d'urgence pour la Recherche de 5 milliards d'euros sur 10 ans. Mais urgence pour lui signifie

ventilation sur 10 ans, soit 500 millions annuels. Comparons cette promesse au budget annuel de l'enseignement supérieur et de la recherche qui est de 25 milliards. Si on soustrait de cette somme toute la formation (dont doctorants), Université et Recherche spatiale on arrive à 7 milliards. Les 500 millions représentent 2% de l'ensemble et environ 7% de la Recherche publique hors formation et Recherche spatiale. Pas de quoi sauter de joie, quand on connaît la course constante aux financements en partenariat, joli mot pour désigner les financements hors budget public. Le budget de la Recherche est actuellement de 2.25% du PIB contre une promesse de 3%, jamais tenue. Pour atteindre ce chiffre dans un délai raisonnable il faudrait une augmentation de 3 milliards annuels sur 2 années consécutives.

De plus, s'il y a un déblocage de fonds d'urgence spécifique au coronavirus, c'est via les appels à projets ANR (Agence Nationale de la Recherche). On ne fait pas confiance aux équipes naturellement concernées (INSERM, biologistes et sciences humaines), puisqu'elles devront soumettre préalablement un projet à l'Agence. Ce plan A.N.R (agence nationale de la Recherche) démarre maintenant. Alors qu'on ne pourra vérifier son efficacité (oh ! génie de la bureaucratie administrative) au mieux que dans deux ou trois ans.

Les responsables devront rendre des comptes

Un collectif de médecins nommé "C19" a décidé d'attaquer le chef du Gouvernement et l'ancienne ministre de la Santé. « c'est par négligence coupable que le Premier ministre, mais

La pandémie implique de sortir la recherche, la production, l'hôpital, la santé, des logiques capitalistes par une maîtrise sociale



aussi l'ancienne ministre de la Santé, n'ont pas anticipé une crise dont ils savaient manifestement la gravité, et qu'ils ne pouvaient, en tout état de cause ignorer », écrivent-ils dans un communiqué. Ils saisissent la Cour de Justice de la République sur le fondement de l'article 223-7 du code pénal.

L'alternative tout de suite pour demain

La pandémie implique de sortir la recherche, la production, l'hôpital, la santé, des logiques capitalistes par une maîtrise sociale. Au-delà de la solidarité qui s'exprime à l'égard des personnels soignants, résister tout de suite, c'est faire le point sur les stocks d'équipements de protection et organiser la distribution, c'est transformer des productions pour faire face aux besoins comme ces petites entreprises qui décident de fabriquer du gel hydroalcoolique, c'est fournir des repas aux soignants comme le font des restaurants fermés, c'est faire valoir son droit de retrait dans les entreprises dont la production n'a rien de vital, c'est organiser avec les CSE-CHSCT les délégués du personnel les mesures barrières à prendre, c'est organiser l'entraide dans les quartiers...

C'est aussi exiger la réquisition des cliniques privées, refuser de fermer le robinet du financement de la sécurité sociale et de l'Hôpital en permettant aux entreprises de ne pas payer leurs cotisations sociales mais permettre aux petites entreprises de ne pas payer leurs dettes, en finir avec le CICE, décider un budget de la recherche à la hauteur des besoins. Cette épreuve exige d'autres choix, et la nécessité d'une alternative post-capitaliste. ●

A propos de démocratie sanitaire



<https://covid-entraide.fr/>

Démocratie sanitaire, cette expression apparaît dans la plupart des documents de nos institutions sanitaires, du ministère de la santé aux caisses primaires d'assurance maladie, en passant par les groupements hospitaliers de territoire et bientôt les communautés professionnelles territoriales de santé. Mais les politiques publiques menées ces dernières années ne semblent pas tant viser à améliorer notre santé, collective et individuelle, sociale et environnementale qu'à favoriser des intérêts individuels (minoritaires !) en privatisant et le système de soins et celui de la protection sociale. Pourtant la démocratie sanitaire pourrait être un formidable outil pour améliorer la justice sociale dans le domaine de la santé.

Une étape fondamentale de cette aventure serait de rendre aux intéressés-es ce qui leur appartient : la gestion de l'argent mis dans le pot commun et donc des caisses d'assurance maladie et plus globalement des fonds de la protection sociale. Cela signifierait décentraliser les prises de décisions et donc inverser la gouvernance (du plus près au plus loin et non du plus loin au plus près). Les décisions prises au ministère de la santé, à la Caisse nationale d'assurance maladie, etc. et déclinées par les institutions étatiques telles les Agences régionales de santé deviendraient exceptionnelles. Des conseils de santé se formeraient sur chaque bassin de vie,

composés à 50 % d'usagers-es, 25 % de professionnels-les de santé et 25 % d'élus-es et administratifs-ves. Ces conseils organiseraient les dispositifs de soins et de santé en gérant des enveloppes budgétaires au plus près des besoins de la population. Ils ne seraient pas chargés uniquement d'une gestion technique, financière mais bien de l'identification des besoins de la population et des propositions de réponses à y apporter. Divers champs d'élaboration s'ouvriraient, pouvant remettre en cause les rôles aujourd'hui institués des professionnels-les, en particulier le pouvoir médical, et pouvant également créer de nouveaux rôles, une nouvelle répartition des tâches, des responsabilités, des pouvoirs. Ces conseils enverraient des délégués-es dans des conseils départementaux, régionaux et nationaux, constitués selon les mêmes proportions. Cette idée jetée là à la va-vite n'est pas une solution clé en main. Elle pose en elle-même beaucoup de questions (elle nécessiterait par exemple des mécanismes d'équité entre territoires avec le transfert de certaines ressources d'un territoire à l'autre, le principe égalitaire « chacun-e donne selon ses moyens et reçoit selon ses besoins » devant là aussi s'appliquer). Mais le changement de paradigme serait en lui-même une victoire et une force.

En finir avec le privé et renforcer le public est à portée de mains. Nous pour-

rons commencer par avoir une Sécurité sociale à 100 % pour toutes et tous (cf. le régime d'Alsace-Moselle¹) et donc la fin des assurances complémentaires. On pourrait même y gagner de l'argent : coût de fonctionnement de l'Assurance maladie obligatoire (AMO) = 6 % de son budget, versus 25 % pour les complémentaires. Le ticket modérateur (part des soins non prise en charge par l'AMO, qui n'a jamais modéré les dépenses de santé !) et les franchises (50 centimes par boîte de médicament, 1 euro par consultation, etc.) disparaîtraient de facto, allégeant d'autant le reste à charge des ménages.

¹. Cordel n° 27 La sécu à 100% ?, c'est possible ! » <http://www.outilsdusoin.fr/spip.php?article246>

Tout cela permettrait de rendre le pouvoir aux premiers-es concernés-es



Nous aurions alors un véritable service public de santé (signifiant pour les professionnels-les un statut de fonctionnaire publique) avec la fin de la médecine privée et donc des dépassements d'honoraires devenue une évidence. Les moyens financiers récupérés pourraient alors être réinjectés tant dans les hôpitaux et leurs services spécialisés que dans les soins primaires.

Tout cela permettrait de rendre le pouvoir aux premiers-es concernés-es. Les différents niveaux de soins (des soins primaires à l'hôpital en passant par les spécialistes de ville) seraient coordonnés entre eux de façon verticale (du premier vers le second et/ou le troisième) et de façon horizontale, géographique. Le travail collectif entre ces différents niveaux serait facilité par la présence d'espaces de rencontre et de formation conjointes (entre les différents-es professionnels-les).

Les équipes de soins primaires intégreraient nécessairement des travailleurs-ses sociaux-les permettant de faire le lien avec les institutions sociales du territoire. Éducation, social et sanitaire seraient ainsi reconnus comme partie intégrante de la santé.

Ces dynamiques seraient renforcées par des collectifs d'usagers-es, structu-

rés de façon autonome autour de problématiques propres, ayant le pouvoir d'orienter l'organisation des équipes professionnelles les accompagnant. Ainsi, la santé scolaire, au travail, etc., mais aussi (surtout !), celle de toutes les personnes minorisées dans notre société pourrait être mieux prise en compte et accompagnée. L'articulation avec la recherche d'une démocratie réelle dans l'ensemble de la société, permettrait aussi qu'en cas d'urgence sanitaire, des mesures puissent être décidées par les citoyennes et les citoyens, au lieu de devoir subir les attermolements d'un gouvernement dont les priorités, par ailleurs, ne correspondent pas aux besoins collectifs.

Qui a dit que la démocratie sanitaire, ça ne faisait pas rêver ?

● Marcelle Fébreau*

*Marcelle Fébreau est une femme blanche trentenaire, médecin généraliste remplaçante travaillant en zone rurale. Elle est membre du Syndicat de la médecine générale (SMG) et du collectif Les Outils du Soin. Elle a rédigé ce texte avec l'aide et le soutien de copines camarades. Il prolonge notamment celui paru dans *Les utopies* n°12, Editions Syllepse, janvier 2020.

Le capitalocène contre la vie

« L'État compte les sous, on va compter les morts » disait une banderole en décembre 2019. Nous y sommes. La menace virale se combine à la faillite des politiques néolibérales et l'évidence du caractère dévastateur du capitalisme financier. Un tiers de l'humanité est aujourd'hui en confinement. Nous attendons les effets du réchauffement climatique. Le capitalocène nous a réservé une surprise de taille.

Cette pandémie n'est pas encore la plus meurtrière du siècle. La grippe de 1918 aurait tué de 20 à 50 millions de personnes. Les victimes de celles de 1956 et de 1968-1970 se comptent en millions. Ce n'est pas le premier coronavirus meurtrier. Son cousin, le SRAS a tué en 2002-2003 dans 25 pays seulement car le trafic aérien a été drastiquement réduit. Mais nous sommes entrés dans un autre monde. Depuis 20 ans ce trafic a été multiplié par 3, démultipliant la porosité sanitaire et sa rapidité. Le bouleversement des écosystèmes a favorisé l'émergence de virus nouveaux. Les cartes des épidémies sont des crises de la biodiversité. Enfin, la pandémie est une pandémie de métropoles : Il y a corrélation entre la propagation du covid-19 et la densité de particules fines.

Le retour de la corporalité du monde
Depuis plus de vingt ans, les gouvernements ont mis en lois les exigences du capitalisme financier qui n'a eu qu'un credo : la planète entière, sa

vie, ses ressources, ses habitantes et habitants, leur travail, leurs rêves, leur pauvreté, leurs maladies, tout, absolument tout, pouvait être transformé en produit financier. La « dématérialisation » numérique en a été l'outil. Nous ne sommes plus qu'une ligne de crédit ou de débit sur un écran, le paramètre d'un logiciel de livraison, une statistique d'emploi. Rêvant d'usines sans ouvrier, de caisses sans caissière, de médecine sans soignant, de taxis sans chauffeur, d'école sans enseignant, d'humanisme sans humain, le capital voulait « quoi qu'il en coûte » se débarrasser des corps.

Dans ces conditions, les systèmes de santé sont pensés comme des coûts insupportables. Nous en payons le prix. En France, le nombre de lits en soin intensif a été réduit de 30% de 1998 à 2018, suivant une tendance européenne. Avec 3.1 lits pour 1000 habitants, la France, est derrière l'Allemagne (6), la Corée du Sud (7.1) et le Japon (7.8). Le stock de 724 millions de masques FFP2 constitué en 2009 a été dilapidé.

Mais les corps se vengent. La corporalité du monde revient comme un boomerang planétaire mettre en danger la virtualité de la finance. Il n'y a pas de vie sans corps. Il n'y a même pas de profit sans corps. Et c'est toujours le corps qui a le dernier mot, pour le meilleur et pour le pire. La crise de 2008 était une crise financière. Celle-ci touche la matérialité économique.



<https://formesdesluttes.org/>

Sauver des vies ou sauver les profits ?

Sauver les vies ou sauver l'économie et le profit ? Trump et Bolsonaro affirment clairement leur choix. Des allocutions de Macron à la mi-mars à la loi d'urgence sanitaire, le gouvernement français, apparemment moins cynique, semble néanmoins plus préoccupé de protéger l'économie que de répondre à l'urgence sanitaire.

Sur ce plan, dans le monde, les retards succèdent aux retards. Seuls les pays voisins de la Chine ont contrôlé le trafic aérien en janvier. Sous pressions chinoises, le 27 janvier, l'OMS « déconseille d'appliquer à la Chine des restrictions au transport international. » La décision de décréter l'«urgence de santé publique de portée internationale » n'intervient que le 30. Quand la Chine confine 45 millions de personnes, la France n'a d'autre priorité que de rapatrier ses ressortissants. Quand l'Italie du Nord flambe, aucune mesure n'est prise aux frontières. Le match Olympique

Lyonnais - Juventus est maintenu à Lyon le 26 février.

En France, quand les services d'urgence sont saturés, la réquisition du secteur privé se fait attendre. Pendant des semaines on nous parle de la recherche d'un vaccin, mais il faut attendre la mi-mars pour que soit lancée une expérimentation sur des médicaments à usage immédiat. Agnès Buzyn annonce le 26 janvier un stock de 145 millions de masques dont aucun FFP2. On attend des semaines pour qu'une nouvelle commande soit passée.

Dans l'urgence, les gouvernements mobilisent la seule compétence politique qui reste : le contrôle policier de la population. Au Chili, Pinera, déclare pour 90 jours « l'état d'exception constitutionnel pour catastrophe ». La Chine renforce la géolocalisation des personnes.

Mais la façon de lutter contre la pandémie façonne déjà la sortie de crise. La loi sur l'« urgence sanitaire » votée le 22 mars est surtout une nouvelle loi d'exception sur le droit du travail dont les effets perdureront au-delà de la période de confinement.

Le « capitalisme du désastre » comme le nomme Naomi Klein sait utiliser des catastrophes pour étendre son emprise sur la vie. Que verrons-nous en premier ? La fin du monde ou la fin du capitalisme ? Le drame que nous vivons aujourd'hui nous donne quelques signaux alarmants sur le sujet. ●

Alain Bertho



Le jour d'après : un enjeu politique fondamental

Le 16 mars E. Macron a martelé une dizaine de fois que nous étions « en guerre ». Sidérant! La clé de cet abus de langage est dans sa phrase « le jour d'après ... ne sera pas un retour aux jours d'avant ». Aveu forcé dû à l'effroi mondial face aux désastres sanitaires et sociaux de la pandémie, et aux colères montantes interpellant les responsabilités économiques et politiques ? Ou désaveu cinglant de décennies de politiques désastreuses qu'il accentuait lui-même encore quelques jours avant ? Forcés, les gouvernements du monde entier ont dû annoncer des mesures immédiates antagoniques à l'orthodoxie néolibérale régnante. Ce coût idéologique et financier aura un coût social et politique que les stratégies de choc préparent, comme les mesures « provisoires » contre le code du travail, et d'autres liberticides, l'annoncent déjà ! Le « jour d'après » macronien c'est la guerre sociale! La pandémie agit comme révélateur et catalyseur. Elle met à nu les impasses catastrophiques de la rentabilité financière et des logiques inégalitaires mortifères du néolibéralisme, stade virale inéluctable du capitalisme mondialisé, nos aveuglements écologiques, et la désorganisation profonde des États incapables d'administrer efficacement l'état d'urgence. Certains proposent alors de réactualiser les vieux remèdes de l'État-providence et des politiques de régulation du système par un New Deal vert (J. Rifkin, N. Klein, E. Morin...) ! Mais elle révèle au fond l'état

« préhistorique » de nos civilisations (K. Marx) ! Elle pourrait alors accélérer la prise de conscience de la nécessité de mettre fin à toutes les conditions et pratiques passées et présentes faites de violences et de dominations qui ont permis l'émergence et le règne d'un système antagonique à la vie, structuré par une démocratie tronquée, faite du contrôle bio-politique et de la dépossession de chacun-e d'une pleine maîtrise de son avenir personnel comme du devenir collectif. « Le jour d'après » devient alors une occasion objective de ruptures immédiates vers des alternatives émancipatrices et écologiques, de luttes politiques et idéologiques à engager dès maintenant. Le post-capitalisme et la sortie du capitalocène imposent chemin faisant une intelligence collective et un agir en commun vers une ère inaugurale, la refondation des sociétés par l'autogouvernement et le primat des valeurs de vie et de partage sur les valeurs d'usage, d'échange et marchandes. Il pourrait offrir à l'humanité une chance inédite pour « prendre conscience de sa communauté de destin et d'une boussole commune » (M. Delmas-Marty), et de choisir entre « communisme ou catastrophe » (L. Sève). ●

Makan Rafatdjou



Une urgence : changer de société

« Certains biens et services doivent être placés en dehors de la loi du marché... La santé gratuite pour tous et l'État providence ne sont pas des coûts mais des biens précieux et des atouts indispensables ». Ce n'est pas un gauchiste qui a dit cela le 13 Mars mais le Président Macron. Puis il annonçait le report de la « réforme » de la retraite, de la loi sur l'assurance chômage et on apprenait celui de la privatisation de l'Aéroport de Paris. Touché par la grâce ? A moins qu'après les luttes des 12 derniers mois, dénoncer les méfaits de la loi du marché soit dans l'air du temps. Peut-être même dans une majorité de têtes. On peut penser que les forces du capital comptaient mettre sur le dos du coronavirus une grave crise systémique attendue depuis plus d'un an mais paradoxalement l'épidémie révèle

aussi ce qui doit changer. Et le Medef de déclarer qu'il « ne voulait plus être sous la pression des salariés ». Qui donc est sur la défensive ?

Ne soyons pas en deçà de ce qui mûrit. Dégager la santé du marché doit impliquer toute la santé : laboratoires pharmaceutiques compris. Mais il n'y pas que la santé qui doit être délogée des logiques du marché. Je n'ai plus d'enfants en âge d'aller à l'École, je n'en demande pas pour autant qu'on me le déduise de mes impôts, pas plus que mes voisins qui se couchent tôt refusent de contribuer à l'éclairage public. La Sécu illustre parfaitement cette dimension : tous pour un et un pour tous comme dirait quelqu'un. Tous les services publics sont « des atouts indispensables ».

Mais pas seulement.

Laisser la production de biens matériels entre les mains du marché a des effets pervers. Loin de moi d'assimiler la production d'automobiles ou de I phones à un service public. La loi du marché pousse à la concurrence et au gaspillage notamment publicitaire. Le coût de celui-ci peut aller jusqu'à 50% du prix de certains objets. Le marché induit aussi la course à la consommation : si vous n'avez pas le dernier I Phone vous êtes un has-been, il faut jeter le vôtre. L'industrie pétrolière a poussé à l'hypertrophie de la voiture et du poids lourd au détriment du rail et du transport collectif, avec leurs émanations de gaz et de particules de caoutchouc. La course au profit est devenue incompatible avec le développement des connaissances et

les mutations qu'exige le travail. Toute tentation de revenir aux années 45-70 (les fameuses trente glorieuses) est une dangereuse illusion.

Pas plus qu'une femme ne peut être un peu enceinte, on ne peut sortir un peu de la loi du marché. En témoigne Renault ou ce que sont devenus les PTT.

On évoque çà et là le mot de nationalisation. Là encore signe des temps qui appelle à préciser : étatisation ou socialisation ? Le XX^{ème} siècle est riche en désillusions. Des entreprises publiques françaises à la Chine en passant par l'implosion de l'URSS ; tout montre que l'étatisation échappant à la maîtrise des intéressés finit par revenir au capital. Entre la passivité que cela induit, la dépendance à des décisions prises en dehors de soi, la récupération par des logiques capitalistes, les pas sont vite franchis. Sortir du marché suppose, plus que le contrôle, la maîtrise par les intéressés. Si les chercheurs avaient eu le pouvoir nécessaire sur leur activité, il n'y aurait pas eu ce drame. Si les médias étaient gérés par professionnels et usagers, les comportements seraient différents. Si le pouvoir était organisé de manière que ce soient les citoyens qui l'exercent réellement, nous aurions gagné du temps et épargné des vies.

Si... si... n'est-il pas urgent que cela devienne réalité ? ●

Pierre Zarka



Le distinguo entreprise/société de capitaux : un enjeu de la lutte des classes

Face à la récession, quasiment tous les commentateurs médiatiques et politiques, y compris à gauche, s'accordent sur le mot d'ordre « sauver l'économie ». Celui-ci s'explique par les faillites probables d'entreprises dans les semaines et les mois qui viendront, faillites qui peuvent avoir des répercussions sur d'autres entreprises et provoquer des effets boule de neige. Panique à bord ! Mobilisation générale !

Paradoxalement, on interroge rarement ce qu'est l'entreprise, l'assimilant un peu trop facilement à la société de capitaux. Or une entreprise, c'est avant toute chose un collectif de travail qui réalise une production de biens et de services. La différence entre la valeur de cette production, d'une part, et les achats et l'usure des équipements, d'autre part, s'appelle la valeur ajoutée, celle que le travail a réalisée. Un indépendant ou une Scop sont des entreprises dans lesquelles les travailleurs-ses s'approprient la totalité de ce qu'ils ont produit.

Une société de capitaux est une forme particulière d'entreprise initiée, non par ses travailleurs-ses, mais par des investisseurs qui mettent à disposition de l'entreprise leur capital dans l'objectif de la valoriser. Cette valorisation est basée sur l'évaluation des flux de dividendes à venir et c'est pour pouvoir verser ces dividendes que la direction est aux ordres des actionnaires. Son rôle est de contenir la masse salariale dans la valeur ajoutée pour dégager un bénéfice.

Les institutions du salariat construites au XX^e siècle ont codifié les rapports entre les travailleurs-ses et les propriétaires en instaurant la notion de cotisations sociales attachées au salaire, un droit spécifique du travail et des conventions collectives. Il s'agit de conquêtes sociales qui marquent une rupture par rapport à ce

qu'a pu être le salariat au XIX^e siècle qui s'apparentait plus à un simple contrat de louage temporaire de la force de travail.

Si la finalité de la société de capitaux est sa valorisation grâce aux versements de dividendes et que les profits en sont l'anticipation, on comprend que le combat pour le partage de la valeur ajoutée est essentiel pour les actionnaires. Le patronat ne cesse de se plaindre de la rigidité du droit du travail et des salaires : il souhaite, en cas de baisse de chiffre d'affaires, reporter le risque sur les travailleurs-ses en baissant les salaires et licenciant à moindre coût dès que cela est possible. Il souhaite revenir sur les institutions du salariat construites au XX^e siècle en remettant en cause celles-ci et en recourant au maximum à la figure du travailleur indépendant.

À l'inverse, un-e salarié-e souhaite les meilleurs salaires possibles et que ceux-ci soient garantis dans le temps. Mais cette posture a une limite, celle où les sociétés de capitaux enchaînent pertes sur pertes au point où elles seront incapables d'assurer le paiement des salariés. es et des fournisseurs... Soyons clair, une telle situation est une bonne nouvelle, une victoire de la lutte de classes. Mais toute la question est de transformer l'essai, de faire que cette faillite de la société de capitaux n'emporte pas avec elle l'entreprise et pour cela, la réponse coule de source : que les actionnaires soient évincés et que les salarié.es soient désormais titulaires de l'intégralité de la valeur ajoutée.

Nous venons ici de décrire un scénario idéal – et à bien des égards irréal – dans lequel les salarié.es se sont retrouvés. es dans une position où ils ont su imposer leurs conditions au patronat. Avec la crise du Covid-19, nous nous trouvons dans une toute autre situation : les difficultés des sociétés de capitaux sont



provoquées par une baisse de la production, une baisse de la valeur ajoutée.

On pourrait se satisfaire que les décisions du gouvernement tendent à protéger partiellement les salaires. Mais dans la réalité, l'État se substitue aux actionnaires dans leurs obligations de payer les cotisations sociales (21 milliards d'euros) et les indemnités du chômage partiel (8 milliards). Si les actionnaires ont failli dans leurs obligations, ils doivent partir et les entreprises devraient être immédiatement reprises pas les salarié.es.

Cette crise devrait logiquement ouvrir la perspective d'une économie enfin démocratisée et libérée du capital, une économie dans laquelle on pourrait travailler moins, pour moins de pollution et plus de temps libre. Au lieu de cela, cet argent public – qui est le nôtre – est utilisé pour maintenir les actionnaires en place, pour que demain tout reparte comme avant. Quelles initiatives politiques pour qu'il n'en soit pas ainsi ? ●

Benoît Borrits



<https://formesdesluttes.org/>

Pandémie et mondialisation

La géopolitique est en plein bouleversement

La pandémie, question mondiale, a été traitée par chaque Etat de manière nationale, souvent nationaliste. Les institutions internationales ont été détruites et sont absentes. Les multinationales contrôlent le travail et chaque société à partir de leur contrôle du système international. L'impérialisme occidental conserve toujours sa supériorité militaire ; mais la capacité de penser le monde semble s'être déplacée vers l'Asie. Cette évolution traduit un processus qui prolonge la décolonisation et qui s'apparente à la fin d'une civilisation.

La confrontation se déploie sur le plan idéologique et politique. L'hégémonie culturelle du néolibéralisme est mise en cause. Les inégalités ne sont pas acceptées. Le politique est à réinventer en partant de la mise en cause de la corruption



qui traduit la fusion entre la classe politique et la classe financière. L'autoritarisme est la réponse des classes dirigeantes. La solidarité populaire qui se manifeste dans la réponse à la pandémie et au confinement redéfinit des formes démocratiques et le refus des violences d'état. L'impératif démocratique recherché combine l'égalité et les libertés.

L'Etat-Nation semble s'être imposé comme recours et comme référence. Il n'est pas incompatible avec le néolibéralisme. Le marché ne peut se suffire à lui-même, le néolibéralisme a besoin d'Etats à son service. L'Etat-Nation est aussi interpellé sur sa capacité à garantir un niveau de vie acceptable, sur les inégalités et les discriminations, sur la manière d'assurer la sécurité dans le respect des droits fondamentaux. L'Etat social se définit par les services publics qui sont plébiscités. La souveraineté est vécue de manière contradictoire ; par l'exclusion des autres et aussi par la recherche de la solidarité entre les peuples et la recherche des solutions communes.

Résister à la stratégie du choc

A la sortie de l'épisode pandémique, les classes dirigeantes vont chercher à affirmer leur contrôle. Il leur faudra faire oublier leur faillite dans la prévision et le traitement de la pandémie. Pour reprendre le contrôle, elles pourraient faire appel à la « stratégie du choc » si bien dévoilée par Naomi Klein. Elles pourraient, à l'inverse, comme après 1945 chercher des solutions de compromis social, élargies à des mesures écologiques. Certaines fractions de ces classes pourraient y être favorables. Toutefois, l'épisode de la crise financière de 2008 a montré que le néolibéralisme a préféré un tournant austéritaire en s'appuyant sur une idéologie xénophobe, raciste, sécuritaire pour répondre à la contestation des mouvements qui ont commencé en 2011 et qui n'ont pas arrêté depuis.

Il faut donc s'attendre au déploiement de violences autoritaires préfigurées par les politiques de Trump aux Etats-Unis, Bolsonaro au Brésil, Duterte aux Philippines, Mohdi en Inde, Orban en Hongrie et autres. Le risque est grand aussi que les contradictions géopolitiques se traduisent par l'exacerbation des conflits et des guerres de plus grande intensité. Pour résister à la stratégie du choc, la lutte pour la démocratie et les libertés, dans chaque pays devient prioritaire. Elle nécessite de mener au niveau international la lutte contre les guerres et pour la paix.

Amorcer et imposer les alternatives

La résistance est indissociable de la définition des alternatives pour un autre monde possible, plus juste et plus solidaire. La pandémie globale a révélé la profondeur de la remise en cause du système dominant ; elle rappelle l'urgence du dépassement de la mondialisation capitaliste néolibérale. Il s'agit de concrétiser un accès aux droits fondamentaux pour toutes et tous et une co-construction d'un nouvel universalisme. Elle met en avant les approches nouvelles, celles des biens communs, du bien-vivre, de la révolution féministe, de la prospérité sans croissance, de la propriété sociale et collective, de la gratuité et les services publics, de la démocratisation radicale de la démocratie, etc. La stratégie est celle de la transformation écologique, sociale, démocratique et géopolitique. Les alternatives existent, elles sont multiples à l'image des énergies renouvelables, des relocalisations, de la souveraineté alimentaire, des monnaies locales,

de la taxation des transactions financières, de la socialisation des banques, ... Il s'agit de les développer à l'échelle sans perdre leur radicalité et d'éviter leur récupération et leur contrôle par la marchandisation et la financiarisation.

Construire une réponse internationale

L'engagement citoyen doit déployer son inventivité à toutes les échelles

- les mouvements sociaux et citoyens peuvent s'engager dans le mouvement général et considérable des solidarités locales

- les mouvements sociaux et citoyens peuvent revendiquer, dans chaque pays, la mise en œuvre de politiques publiques de défense de l'intérêt général et une démarche démocratique d'élargissement des libertés et de l'égalité

- Le FMI, la Banque Mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce doivent être déferées devant la Cour Internationale de Justice pour répondre des politiques qui ont mené le monde à la catastrophe écologique, économique et sociale

- L'annulation des dettes illégales et illégitimes, publiques et privées, sera une première étape dans la redéfinition d'un nouveau système économique international – Une Assemblée générale Extraordinaire des Nations Unies doit être convoquée pour organiser un débat international fondé sur l'approfondissement et l'effectivité de la Déclaration Universelle des Droits Humains et sur l'élaboration d'une déclaration des droits des peuples et des droits de la planète.

Dans l'immédiat, il est urgent de relier l'impératif écologique avec l'altermondialisme et l'internationalisme. L'approche écologique confirme et renouvelle les impératifs sociaux et démocratiques. L'altermondialisme est

construit par la diversité et la convergence des mouvements sociaux et citoyens ; il entre dans une nouvelle phase. L'internationalisme avait le souci des capacités d'organisation, de la spécificité du politique, de l'articulation des échelles du local, au national et au mondial. Il est à réinventer. ●

Gustave Massiah



L'altermondialisme entre dans une nouvelle phase

Guadeloupe, entre Covid 19, colonialité, et situation hospitalière catastrophique, trois questions à Élie Domota



Quant au Covid 19, le LKP pointe vivement « l'État colonial » à travers les mesures de restriction des libertés. En quoi ces mesures portent-elles la marque de la colonialité dans la relation que l'État entretient avec la Guadeloupe ?

Élie Domota - Notons d'abord que les mesures de restriction des libertés visent prioritairement femmes, hommes, « citoyens » contaminés ou non. Elles restreignent mouvements, initiatives, créativité des « citoyens ». La cible première n'est pas le Covid 19. S'il l'était, les autorités affecteraient l'ensemble des moyens à le dépister, traquer, tester ! Le confinement serait alors une mesure logique et nécessaire. Pour l'instant, il n'est que nécessaire, sans tests, sinon réservés à quelques uns, c'est du kyokaj (une couillonnade) ! Les scientifiques s'en remettent à l'évolution statistique, tout phénomène s'épanche, jusqu'à un pic, se réduit, décline et/ou se stabilise, formant un plateau... Ce n'est pas mal, mais c'est de la statistique, pas une adaptation à la réalité à la pandémie...

La marque de la « colonialité » s'inscrit en premier lieu dans la considération des autorités pour la vie. Les femmes et les hommes affectés ne sont ni des numéros, ni des éléments d'un ensemble mathématique, ni des objets de probabilités. Cette perception de la vie est intimement liée au développement moderne des relations entre l'Occident et le reste du monde, notamment entre les puissances coloniales et leurs possessions caribéennes, américaines. Le mépris pour la vie, pour l'homme, est incrusté dans le rapport social esclavagiste et raciste.

Même, lorsque la République se vante d'avoir aboli l'esclavage, elle ne se libère pas de la relation raciste qui a assuré sa suprématie sur la monarchie. Elle ne répare pas les crimes qui lui ont assuré un héritage. C'est de « l'ordre naturel » que de pérenniser les valeurs structurelles entre le dominant et le dominé. Le premier détermine le destin du second. Les syndicats guadeloupéens, l'UGTG, par exemple, ne bénéficient pas même d'écoute : le Préfet et la direction de l'ARS sont SEULS à indiquer à TOUS ce qu'il convient de faire. Sous prétexte de continuité institutionnelle et donc de déconcentration étatique, ces responsables locaux s'arrogent les « pleins pouvoirs », et agissent, pour le Préfet, tel un PRÉSIDENT de la République, pour la directrice de l'ARS, telle un PREMIER ministre, du domaine santé. Mais pour nous, pas le moindre prévisionnel fondé sur une politique de l'espace guadeloupéen, un archipel de 7 îles habitées.

Nous n'existons pas en ce qui concerne l'essence même de la République: nous ne sommes pas des « citoyens ». La Guadeloupe est un champ d'exercice spécifique du pouvoir politique d'état, où une superstructure coloniale, une entreprise outre-mer particulière, est cogérée, partagée avec les Békés, détenteurs du pouvoir économique.

Aucune instance paritaire n'est sollicitée, aucune réponse n'est donnée aux nombreuses lettres et diverses sollicitations adressées à l'ARS ou à la Préfecture. Les travailleurs n'existent pas. L'UGTG a demandé que des tests soient pratiqués au port et à l'aéroport face aux arrivées massives de croisiéristes ! Rien n'a été fait, sinon des recommandations de confine-



ment aux Guadeloupéens descendus de ces bateaux.

La présidente du conseil départemental et le président du conseil régional s'égosillent en vain réclamant respirateurs et masques. Rien n'est prévu pour coordonner les moyens entre plusieurs îles affectées diversement par le Covid 19. Voilà le tableau du Covid 19 dans la situation coloniale de la Guadeloupe.

La grève a duré 57 jours au CHU de Pointe-à-Pitre. À l'issue de ce mouvement, quelle est sa capacité à faire face à l'épidémie du Covid 19

ED- Aujourd'hui, la situation est catastrophique. Aucun accès du CHUG n'est sécurisé, ni contrôlé. Les usagers suspects ou confirmés peuvent se retrouver tant au Service d'Urgence général qu'en service d'hospitalisation classique, faute de dépistage général, de circuit correctement organisé et fléché. À cela s'ajoute la situation des agents des services de soins, d'accueil, celle des services techniques, médico-technique et logistique, brancardiers, techniciens biomédicaux, agents d'entretien, techniciens de laboratoire, manipulateurs radio... Tous ces gens-là ne disposent pas en permanence de matériels de protection, masques, gants, gel hydroalcoolique, brassard de tension, sur-blouses etc... On ajoutera que les agents affectés aux unités COVID-19 entretiennent à leur domicile leur tenue de travail, que les unités de

réanimation COVID-19 ne disposent pas de masques à visière. Quant aux équipes soignantes affectées aux unités COVID-19, elles ne sont ni testées, ni formées, ni soutenues psychologiquement. Ces équipes soignantes des unités COVID-19 ne sont pas clairement identifiées, quant aux organisations du travail, à la composition des équipes, aux rythmes de travail, quant aux procédures de constitution des équipes et que dire des équipes de réserve. Des agents se sont signalés comme vulnérables, ils reviennent d'une zone à risque? Ils sont tenus d'assurer leur service !

Face à l'épidémie, le LKP presse les Guadeloupennes-ens à s'emparer des pratiques, des gestes, des savoirs, de retrouver leur fierté d'être, qui témoignent de l'identité Guadeloupéenne, pouvez-vous éclairer cette démarche ?

ED- Les Peuples qui ont « habité » notre territoire, depuis plus de 6.000 ans ont été confrontés à l'expansion de l'Occident entre les XVe et XVIIIe siècles. Cette rencontre ne s'est pas soldée par une disparition totale des pratiques anciennes. Ainsi, la lecture du ciel et les conséquences pour des actes de la vie quotidienne sont des savoirs qui ont été transmis aux pêcheurs de la Guadeloupe. Ou encore prévoir un mauvais temps, l'approche d'un banc de poissons, le changement affectant les vagues sur la côte indiquant une mauvaise mer à venir...

sont quelques unes des pratiques qui font l'identité des Guadeloupéens. Nous pourrions multiplier ces exemples dans les domaines les plus divers.

Pour la pharmacopée, les études sont encore mieux connues au niveau international. Ainsi, en 1993, au côté des seules Trinidad and Tobago et Jamaïque, l'UNESCO désigne la Guadeloupe, « Zone de réserve de la biosphère mondiale ». Plus de 625 plantes médicinales sont alors recensées. Nos anciens qui en maîtrisent l'utilité et l'usage, ne sont pas écoutés, n'existent pas dans les sphères des autorités coloniales.

En saison cyclonique, la Préfecture nous colle des « plans », ORSEC ou autres. Covid 19 ? Nous découvrons l'existence d'un « plan blanc » ! L'esclavage des Africains « noirs » remonte à peine à 170 ans.. Pourquoi faut-il que ce « plan » soit « blanc » ? En fait, du fameux « plan blanc », il n'est rien. Notons qu'à la moindre secousse pour intrusion intempestive en des locaux d'entreprise ou de service public, se mettent en place, entretiens, feed-back et réparations variées pour dégâts psychologiques sur les individus victimes. Mais, voilà... pour les fils d'esclaves, pas besoin, ils sont résilients !

Entretien réalisé par Catherine Destom Bottin, remerciements à Élie Domota et l'historien Raymond Gama pour ce temps accordé aux lecteurs de Cerises. ●



Esprit de suite et ouverture au présent...

« Reste à définir ce qu'est une révolution ? Tout un programme... ». Bénédicte Goussault¹ a conclu par cette provocation, un encouragement à ne pas rester en retrait de la question posée !

Essayons une analyse qui éclaire la situation. Supposons que se soit produite une « révolution scientifique et technique », du temps des « deux blocs », aux données chiffrées impressionnantes². Pour l'URSS de Khrouchtchev et le Plan français (1964), la semaine de 30 h se profilait à l'horizon de dix ou vingt ans. Certes, les dirigeants de la classe dominante ont bifurqué de cette pente³.

Cependant, nous vivons, depuis des dizaines d'années, une situation nouvelle entre machinisme, science et loisir créateur : en incorporant l'ensemble des travailleurs dans leur diversité, « la production de richesse est sans commune mesure avec le temps de travail que coûte la production (...) C'est la combinaison de l'activité sociale qui apparaît

en fait comme le producteur » (Marx, *Grundrisse*, éd. Soc., 1980). L'ère de l'automation, celle du *general intellect*, implique, selon Marx, de passer à un rapport de forces qui ne peut se borner à défendre la valeur du salaire.

Un retard immense ! Changer la rétribution du travail est d'actualité dans les pays industrialisés : un pas de côté à l'égard de la domination salariale, de nouvelles règles, des buts communs. D'où ces objectifs : le droit au salaire, égalité femmes-hommes, le droit au travail et à la formation toute la vie, pour toutes et tous.

Sans cette réforme, avec la mise en concurrence des salarié-es, ruineuse pour les droits sociaux, le progrès technique est générateur de chômage et le sera de plus encore de ségrégations ; la classe dirigeante veut faire croire que des êtres humains sont *inemployables*, incapables de « s'adapter ». Pour désorienter : robotisation, vaut damnation...

La révolution, c'est l'émancipation collective contre ce qui est insupportable, en s'appropriant les possibilités accaparées par une minorité : viser « l'égalité »⁴, une rupture avec « l'économie politiquement dominante », car il vient contredire « une tradition selon laquelle l'égalité (qui n'est pas l'uniformité) est à la fois un principe fondateur et un objectif "imprescriptible" de la politique ».

⁴ Etienne Balibar, *Les frontières de la démocratie*, p. 200, La Découverte, 1992

Une liberté collective, une puissance de pouvoir accomplir par soi-même avec ses semblables.

Le tableau de la « barbarie » contemporaine peut prendre fin : la précarisation générale comme la catastrophe écologique, les chefs néofascistes et les souverainismes racistes, sexistes et « populistes »... Les capacités individuelles et collectives des êtres humains sont plus grandes que jamais, avec une révolution démocratique, une autogestion généralisée. Cette histoire s'écrit toujours « en retard », au futur antérieur. Elle peut « commencer » aujourd'hui. ●



Pierre Cours-Salies

Prenons en main notre sort commun

Une soirée sur démocratie et territoires



Montluçon
35653 habitants,
Sous-Préfecture de l'Allier,
massif Central

Après le numéro de *Cerises de décembre*, et dans le cadre d'un projet du Réseau se fédérer pour l'émancipation, P. Zarka et B. Goussault étaient invités par « l'atelier » un groupe de Montluçon-nais(es) animé par P. Goldberg.

L'atelier se réunit une fois par mois pour travailler des sujets politiques actuels et « refaire le monde ». D'entrée Pierre Goldberg annonce l'objet de la réunion : « Prenons en main notre sort commun »!

Pierre Zarka évoque le conseil d'habitants du village de Mancey, qui a, depuis 3 ans, dès le départ, affiché sa volonté que le pouvoir législatif soit entre les mains des habitants et pas seulement le jour du vote et que les élus soient limités à l'exécutif.

Pierre explique que c'est grâce à l'action que l'on commence à changer sa place dans la société et à s'attaquer à ses structures, il n'y pas un « agir » par hasard ou qui serait fait sans s'appuyer sur une vision des choses même imprécise, même inconsciente...

Puis Bénédicte Goussault part de cette phrase « le territoire est la projection au sol des rapports sociaux » H. Lefebvre. Elle développe le fait qu'il y a aujourd'hui beaucoup de signes d'une aspiration des citoyens à prendre en main ou au moins à compter dans la vie politique...

Les « outils de la participation », sauf quelques exemples, sont des alibis pour le pouvoir, les participants ont peu de pouvoir et sont encore des écrans d'une population favorisée par rapport à ceux qui n'en ont ni le temps ni la culture... Il faut distinguer la participation octroyée « d'en haut » par le pouvoir, et celle acquise...

Le débat :

Un premier thème démarre : la difficulté à mobiliser « les gens » et à leur faire prendre conscience qu'ils peuvent prendre un (le) pouvoir ensemble ; ou plutôt un contre-pouvoir... le constat est partagé d'une certaine résignation et d'un sentiment d'impuissance des habitants... et tous s'accordent sur l'idée que le besoin (éventuellement l'intérêt) et/ou des situations insupportables sont des moteurs de participation... 2 exemples à Montluçon sont évoqués : les habitants d'un village voisin ont créé une coopérative avec des bénévoles qui font tourner l'épicerie... Même démarche fondée sur le besoin pour un centre de santé dans un quartier populaire. De telles expériences redonnent aux habitants confiance en eux et en leur capacité d'agir ; elles impliquent de passer de la posture de victime (idéologie du RN) à celle d'acteur dans la société.

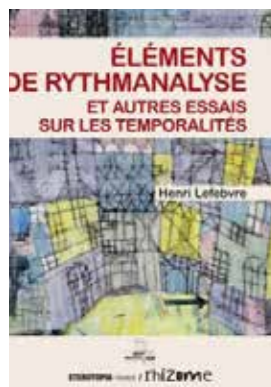
La question se pose aussi des échelles de participation : ce qu'on peut faire dans une commune, comment le transposer à des échelles plus larges d'intercommunalité, département, région, nation, Europe ? Commencer par le local et élargir au global.

Pierre Zarka insiste sur la nécessité de la confrontation : ne pas la craindre, elle est le moteur de la démocratie.

L'ensemble de la soirée est visible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=at-tMn-5LJPE> ●



Bénédicte Goussault

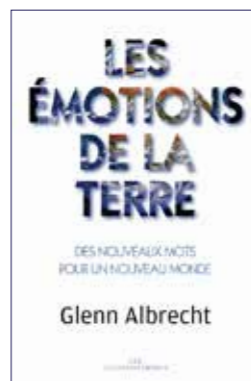


Éléments de rythmanalyse et autres essais sur les temporalités

Très heureuse initiative que cette réédition d'un ensemble de textes parus entre 1971 et 1992 et devenus introuvables. Elle permet de redécouvrir tout un pan des réflexions de Lefebvre plutôt méconnu. La question du temps a été omniprésente dans sa pensée dialectique de l'historicité dans ses filiations hégéliennes, nietzschéennes et marxistes, et au cœur de ses approches innovantes de la modernité, du quotidien et de l'urbain. Elle est abordée ici de façon très singulière poursuivant à sa manière un développement conceptuel d'une notion de G. Bachelard : la rythmanalyse. Elaboré surtout dans la dernière partie de sa vie, Lefebvre part de l'analyse de la musique et l'étend à un vaste champ : relations sociales, interactions publiques et intimes, habitudes, rites calendaires, rythmes saisonniers, activités, politiques, cultures, fêtes... entremêlées dans l'entrelacs de nos pratiques (extra/infra)ordinaires. Un apport majeur au cœur des enjeux de transformations émanicipatrices et écologiques, et des luttes contre les logiques d'accélération permanentes aussi mortifères pour nos vies que pour la démocratie, et portées par la combinaison de la modernité et des innovations technologiques d'une part, le marché et le capitalisme de l'autre.

● **MAKAN RAFATDJOU**

Henri Lefebvre : Éléments de rythmanalyse et autres essais sur les temporalités 2019, Editions Eterotopia, 168p, 17€

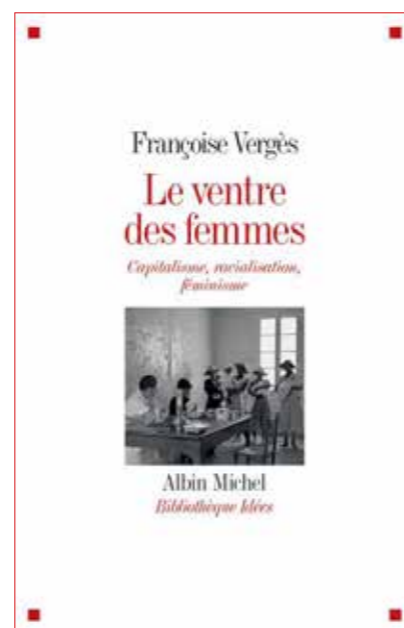


Les émotions de la terre

Dans la richesse des publications dans le vaste champ de l'écologie les apports singuliers ne sont pas pléthores. Ce livre en fait partie. Il s'inscrit dans le sillon des approches sensibles de l'environnement, très prolifiques chez les anglo-saxons, avec beaucoup de traductions disponibles, et suscitant des apports francophones assez remarquables. Il en a les inconvénients et les avantages : une certaine confusion entre tout discours et tout récit (poétique, littéraire, religieux, politique, scientifique, philosophique...) donc des approximations voire inexactitudes, mais aussi le défrichage d'un champ trop négligé pour l'instant par les approches plus rigoureuses. Signe peut être d'une lutte idéologique en cours pour une hégémonie culturelle qui reste à étoffer ? Mais le livre suscite bien des débats stimulants car on ne peut que partager le souci de forger « des mots nouveaux pour un monde nouveau ». Il y en a une quarantaine. Le plus médiatisé est « solastalgie » : la désolation causée par la dévastation de son habitat et territoire, le mal du pays éprouvé chez soi même ! Je préfère pour ma part « symbiocène », que l'auteur entend comme l'ère de l'après-anthropocène, et que je verrai comme un concept nodal désignant l'ère de l'après-capitalocène, la sortie de l'humanité de son « préhistoire » inaugurant l'ère d'une émancipation générale et d'une anthropocène harmonieuse et vertueuse. Début des débats...

● **Makan Rafatdjou**

Glenn Albrecht : Les émotions de la terre 2020, Les Liens Qui Libèrent, 368 p, 23€



Le ventre des femmes

À l'automne 1970, un scandale secoue la Réunion : alors que l'avortement est un « crime », des milliers de femmes ont été avortées contre leur gré, aux frais de la Sécurité sociale, dans le sillage d'une campagne d'Etat associant « démographie » et « impossible développement »... Quelques mois plus tard, le 5 avril 1971, le Nouvel Observateur publie un manifeste de 343 femmes proclamant « l'avortement libre et gratuit » comme « l'exigence la plus élémentaire », assimilant « corps des femmes » et « corps des esclaves » à une même « condition », oubliant du corps des femmes en situation coloniale soumis au traitement inverse. Qu'est-ce qui a rendu possible cette cécité d'un féminisme « universaliste » ? Françoise Vergès nous entraîne dans une poignante enquête socio-historique au terme de laquelle l'utilité d'un féminisme décolonial, pour armer théoriquement le combat contre toutes les formes de domination, apparaît comme une évidence.

● **Fred Bouviolle**

Françoise Vergès, Le ventre des femmes, capitalisme, racialisation, féminisme, Albin Michel (2017), 240 p., 20€



Sommes-nous des « collapsonautes » sans le savoir ?

Curieusement, la collapsologie n'a pas très bonne presse dans la galaxie marxiste... Alors que nous continuons une longue tradition de combat opiniâtre contre la nature malfaisante du capitalisme, finalement, quand il s'avère que c'est pire encore, nous hésitons à franchir le pas... Un reste de nostalgie de la prophétie où le communisme advenait au bout de la trajectoire technologique du capital, peut-être ? Quoi qu'il en soit, du point de vue de la biodiversité, l'effondrement à déjà commencé. Ce livre est un manuel pour apprivoiser l'idée de la catastrophe, même si le pire n'est jamais sûr : du collapsologue qui explore l'hypothèse, au collapsosophe qui en accepte la probabilité, jusqu'au collapsonaute qui se prépare à la traversée.

Avec cette question : saura-t-on transformer l'Apocalypse en Happy Collapse ?

● **Fred Bouviolle**

Pablo SERVIGNE, Raphaël STEVENS, Gauthier CHAPELLE, Une autre fin du monde est possible, Seuil-Anthropocène 2018, 289 p., 19€



L'écologie sociale, penser la liberté au-delà de l'humain

Voici une pièce de plus dans les traductions déjà disponibles qui soulignent l'actualité des œuvres de M. Bookchin (1921 – 2006). Il s'agit ici d'un assemblage de textes tirés de trois ouvrages différents : Remaking Society déjà traduit (Une société à refaire), The Ecology of Freedom déjà traduit partiellement, et The Philosophy of Social Ecology pas encore traduit. Elle constitue une excellente plongée dans une œuvre très riche au cœur des approches et pratiques du communalisme ! En espérant qu'elle soit surtout une incitation à s'approprier plus profondément cet apport majeur tant par les évolutions de la pensée de l'auteur combinant « municipalisme libertaire » et « écologie sociale », que par la manière singulière dont il mêle philosophie, sciences humaines, écologie, et pratiques sociales et politiques au présent, et donc par les débats féconds qu'elle est à même de susciter dans l'ensemble des courants et mouvements oeuvrant à une transformation radicale, émancipatrice, autogestionnaire et écologique du monde. Elle peut être aussi une invite à les poursuivre sous diverses formes dans Cerises et avec d'autres acteurs, associations et organisations qui s'en inspirent.

● **Makan Rafatdjou**

Murray Bookchin : L'écologie sociale, penser la liberté au-delà de l'humain

Traduction et postface de Marin Schaffner 2020, Editions Wildproject, 324p, 22€



Douce France

Le pré-film « Douce France », en fin de tournage, a été présenté au labo de l'ESS. A partir du projet Europacity, son abandon, les alternatives possibles, ce film est le résultat d'un travail pédagogique avec des lycéens de ces territoires (Villepinte, Gonesse notamment) qui interroge nos représentations, le « monde militant », le dialogue ou non dialogue entre univers différents (les lycéens qui ne connaissaient pas le projet au départ, rencontrent à la fois des opposants, des élus pour et contre, le directeur d'Europacity, des députés, etc.). Ses producteurs ont aussi produit « tous au Larzac » - compagnie de « deux choses lune ». Ils cherchent une diffusion large du film et des contacts avec différents réseaux.

Un film didactique et utile pour aborder des questions souvent clivantes dans nos territoires. Au croisement des transitions écologique et sociale ; des choix politiques, individuels et concrets.

● **Patrick Vassallo** (avec mes remerciements à Patricia Andriot)

pour en savoir plus : <https://doucefrance-lefilm.fr/> <http://www.lelabo-ess.org/+invitation-projection-debat-douce-france>

Douce France, compagnie « deux choses lune », 2020

Le consentement

Sous le signe du petit chaperon rouge dévoré par le loup et du petit poucet face à l'ogre... C'est un très bel essai autobiographique sur « l'emprise » qu'a exercée un écrivain de 50 ans, G. Matzneff, sur une très jeune fille de 13 ans, Vanessa, l'auteure. Écrit finement, avec nuance, délicatesse et authenticité, il se lit comme un roman, et pose, avec pudeur et distanciation, la question de la pédophilie et de sa tolérance dans les années 70/80.

Vanessa a, en effet, été séduite par G. Matzneff alors qu'elle n'avait pas 14 ans ; en véritable prédateur, il est entré dans la spirale de la manipulation et force sur sa « proie » fragile et « consentante » (tout le problème est là) Comme un éléphant dans un magasin de porcelaine.

Vanessa analyse avec beaucoup de lucidité comment « enfant » nombre d'éléments de son environnement la prédisposaient à cette « emprise » : elle est très livrée à elle-même, et découvre brutalement la sexualité des adultes... en particulier lors d'un épisode (qu'on n'inventerait pas !) : son père lui offre le camping-car Barbie (dont toutes les petites filles rêvaient à cette époque), dans lequel elle installe Ken et Barbie puisqu'il y a un lit double... et le père (déjà lui) commente par un « Ça baise ! » destructeur. Le père est un homme « occupé » ailleurs et Vanessa écrit : « les pères sont pour leurs filles des remparts, le mien n'est qu'un courant d'air ». Quand elle rencontre Gabriel Matzneff, Vanessa ne voyait plus son père, et elle écrit « depuis qu'il a disparu je cherche désespérément à accrocher le regard des hommes »... Sa mère laisse faire et ne se pose pas beaucoup de questions, sans doute sans se rendre compte de l'ampleur des dégâts (l'empreinte et la dépression)... tout est dit.

Dans l'emprise et la séduction, Vanessa est amoureuse, reconnue, et aimée : « je suis amoureuse, me sens aimée comme jamais auparavant... cela suffit à suspendre tout jugement sur notre relation ». « Notre histoire était pourtant unique et sublime... une relation qui aurait pu être sublime... son amour est pour moi d'une sincérité au-dessus de tout soupçon ». On peut craindre le pire !!

Vient, ensuite, tardivement, la « déprise » c'est-à-dire la compréhension de la nature pédophile de cette relation notamment quand Vanessa s'aperçoit que, non seulement elle n'est pas la seule proie, mais que Gabriel Matzneff pratique aussi sa perversion auprès de petits garçons . Vanessa décrit avec beaucoup de réflexivité toute l'ambiguïté de la position amoureuse de la victime, qui sous-entend le consentement, contrairement au viol, mais finalement la violence n'est-elle pas la même ? « je suis trompée flouée abandonnée à mon sort et je ne peux m'en prendre qu'à moi ». Au-delà de l'histoire individuelle, c'est une époque et un milieu qui sont évoqués (dénoncés) où la littérature emporte la morale avec elle : comment, dans ces années 70 où G. Matzneff faisait l'apologie de la pédophilie, (l'utilisation de cette relation pour ses écrits et l'apologie de la pédophilie constituant une double peine, double perversion), depuis « Apostrophes » jusqu'aux « carnets Noirs », n'y eut-il que D. Bombardier pour avoir le courage de s'indigner ?? Excès de libération « il est interdit d'interdire » ??? « il faudrait un environnement culturel et une époque moins complaisants » écrit encore Vanessa. On pense à Polanski, par exemple, aujourd'hui... La question est posée : qu'est-ce que le consentement en l'occurrence ?

Vanessa Springora, *Le Consentement*, Editions Grasset, 2020, 216p, 18 euros

Bénédicte
Goussault



VANESSA SPRINGORA

Le Consentement



Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Benoit Borrits, Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Emile Fabrol, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Laurent Lévy, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Pierre Zarka, Patrick Vassallo, militant-e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, l'Union communiste libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de Solidaires ...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
<https://ceriseslacooperative.info/>